

Turbulences

Des turbulences étasuniennes : Baptême du feu pour l'UNASUR.

Par [J. M. Pasquini Durán](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 15 septembre 2008

[Página/12](#) 15 septembre 2008



Trente-cinq ans après le renversement étasunien du socialiste chilien Salvador Allende, le président qui est mort à son poste en défendant le droit démocratique à décider de son propre destin, l'Union Sudaméricaine de Nations (UNASUR) est en train de rentrer dans une nouvelle étape de turbulences dont l'épicentre se trouve dans ses relations avec Washington. A l'époque, la « Guerre Froide » justifiait toute chose et le contrôle des Etats-Unis sur son « arrière cour » -dénomination méprisante de l'Amérique Latine- était exercée de gré ou de force, sans vergogne ni scrupules. Ce 11 septembre 1973 sera le signal de départ d'une vague de coups d'État d'origine étasuniens dans les pays du Cône Sud. Dans tous les cas l'assaut du pouvoir serait pour le compte des Forces armées locales avec appui et participation directe d'hommes politiques, d'entrepreneurs, syndicalistes et de diplomates du pays et de l'extérieur, en plus des églises, surtout la catholique.



Dans son édition de jeudi dernier, le 11, le principal quotidien du Chili, [El Mercurio](#), laisse de coté toute allusion de ce qui s'est passé, comme si c'était un détail de moindre importance, pour ne pas engager l'opinion qui pourrait ne pas être, aujourd'hui, favorable au coup d'État, bien qu'encore dans certains secteurs de la population chilienne, y compris parmi les jeunes de classe moyenne et aisée, circulent des arguments en faveur du « [pinochetisme](#) » parce qu' « il a empêché le Chili de devenir un autre Cuba ».

À la fin du XXe siècle, les militaires au pouvoir avaient épuisé leur raison d'être - le Mur de Berlin s'est effondré en 1991 - et émergeaient de ces ténèbres portant la responsabilité

d'horribles crimes de Droit de l'Homme dont jusqu'à présent seule une poignée de ses dirigeants sont sur le banc des accusés ou déjà condamnés à la réclusion à perpétuité, bien que les sanctions ne soient pas identiques dans tous les pays qui ont souffert des cruautés de l'instabilité institutionnelle avec prison, tortures, exils et disparitions. Avec l'arrivée du XXI^e siècle, les États-Unis ont perdu leur invulnérabilité, mais pas à cause des missiles menaçants de l'ennemi communiste, mais par l'action d'un petit groupe de fanatiques islamiques armés de quelques couteaux.

Dix ans après le Mur, se sont effondrées les Tours Jumelles de Manhattan et le siège du Pentagone a aussi été partiellement détruit par l'attaque terroriste, également un 11 septembre, dévastant de peur et d'angoisse la plus grande puissance économique et militaire de la planète qui n'avait pas encore fini de célébrer la victoire sur le légendaire ours soviétique. Depuis ce temps-là, le gouvernement conservateur de George W. Bush a submergé son pays dans la « Doctrine de la Guerre Préventive », remplaçant la précédente de « Sécurité Nationale », qui a amené ses troupes à envahir d'abord l'Afghanistan et tout de suite après l'Irak, tandis qu'il s'isolait de la majorité de ses Forces Alliées et disloquait l'économie du leader du capitalisme mondial.

Cette année -2008 - prennent fin les huit années de son mandat avec 450.000 millions de dollars de déficit, le taux de chômage et de pauvreté le plus élevé depuis plus d'un demi-siècle et une crise financière qui commence à faire des ravages dans le système d'hypothèques immobilières de millions d'étasuniens, avec une répercussion conséquente sur les marchés des valeurs du monde entier.

À la différence de la prière mexicaine - « pauvres de nous, si loin de Dieu et si près des États-Unis » - pendant ces années là, l'Amérique du Sud a été plus au plus près des dieux de la fortune et de la liberté. L'« arrière cour » a choisi la démocratie des urnes et chaque pays a décidé la direction de sa route, avec un vent en poupe du à des cours exceptionnels de leurs produits primaires sur de nouveaux marchés d'envergure comme l'Inde et la Chine, en plus des échanges dans la zone d'intégration du Mercosur.

Bien qu'aucun gouvernement ne soit identique à l'autre, tous ont compris qu'ensemble ils avaient une occasion extraordinaire pour que la région arrête d'être la plus injuste du monde dans la distribution de ses richesses et qu'ils pouvaient organiser un espace commun pour réaliser des affaires rentables dans la globalisation économique et commerciale. Avec la somme de denrées alimentaires, d'énergie et d'eau douce, la possibilité d'un meilleur avenir attendait au coin de la rue. Avec cette impulsion, ils ont réussi à disloquer le plan de Washington appelé ALCA, qui agrandissait le marché pour les entreprises des États-Unis, et ils ont avancé vers l'Unité Sudaméricaine des Nations.



Grâce aux caractéristiques de ses dirigeants et les conditions endogènes de son développement, le Venezuela et la Bolivie sont restés placés sur les positions les plus radicalisées de la région. Cependant, aucun n'a renoncé à la méthode

démocratique de gouvernement et ils ont voté chaque fois qu'ils ont eu besoin de consulter la volonté de leurs peuples.

Le président Evo Morales de la Bolivie, surgi des bases indigènes productrices de feuilles de coca, vient de recevoir presque 70% des votes de soutien au dernier referendum, après avoir récupéré le contrôle des richesses énergétiques nationales, en indemnisant et en associant les entreprises internationales qui exploitaient ces ressources. Jamais il n'a pu dépasser, cependant, les méfiances ethniques d'un pays où cohabitent trois douzaines d'ethnies autochtones, qui jusqu'à son arrivée au gouvernement, furent toujours exclues du pouvoir et du bien-être.

Enfin, les provinces qui forment le « Croissant du sud », dominé par des blancs et siège des plus grands gisements du pétrole et du gaz, se sont levées en réclamant une autonomie du pouvoir central et le contrôle direct et exclusif de ces ressources. Sous couvert de ces revendications générales, est apparue une droite disposée à encore s'imposer aux prix d'une guerre civile. « *Unión Juvenil Cruceñista* » poursuit et tue des indigènes, tandis qu'ils peignent des croix svastikas sur leurs véhicules et chantant les louanges du phalangisme, avec la même férocité que les *pitucos* (dandys) d'autres ligues qui poursuivaient les Juifs à Buenos Aires au début du XXe siècle.

Cette droite nationale a trouvé la protection de l'Oncle Sam, dont la diplomatie attaquait déjà Caracas et La Paz avec la virulence qu'ils consacraient dans d'autres temps à La Havane. Tandis qu'il convoque au dialogue les séparatistes - qui ont aussi reçu une majorité des votes dans ses districts- Morales a déclaré personne *non grata* l'ambassadeur étasunien, avec 72 heures de délai pour abandonner la Bolivie, provoquant comment c'est la norme l'expulsion immédiate de son propre représentant à Washington.

Depuis Caracas, le président Hugo Chavez, l'un de trois plus grands pourvoyeurs de pétrole des États-Unis, promoteur du « Socialisme du XXIe siècle », a fait de même, disant par solidarité avec Morales, avec la conviction peut-être que celui qui frappe d'abord frappe deux fois. Tout de suite, le Brésil et l'Argentine, deux acheteurs du gaz bolivien, ont commencé à mobiliser leurs diplomaties respectives en un soutien au gouvernement Morales, obligés par la clause démocratique du Mercosur, par les principes de solidarité, par les intérêts nationaux et au cas ou, puisque l'effet domino est un risque latent, quand la turbulence commence à secouer le ciel latinoaméricain.

La présidente Cristina Kirchner a, de plus, son propre motif d'ennui, puisque malgré les promesses réitérées de la Maison Blanche, avec l'appui non dissimulé du FBI, un procureur de Miami utilise la valise de dollars qu'Antonini Wilson a essayé de rentrer à Buenos Aires, comme passager invité d'un charter loué à Caracas par des fonctionnaires argentins (mis à pied de leurs fonctions à cause de cette affaire), pour discréditer le gouvernement national. A cette époque, la Présidente a dénommée la manœuvre comme « Opération ordures » et, bien que l'épisode semblait dépassé, il est revenu empoisonner les relations politiques bilatérales.

Il y a une donnée que l'on ne peut pas esquiver : la présidence de Bush est virtuellement terminée, puisque dans peu de semaines se tiendront des élections et même si le candidat républicain, John McCain, gagne ou avec plus de raison si le vainqueur est le démocrate Barack Obama, les nuances seront différentes. Il est clair que, gagne qui gagne, les intérêts des États-Unis seront toujours les mêmes, mais la manière de les défendre change selon les caractéristiques de chaque administration.

De toute façon, c'est l'une des plus difficiles épreuves pour la politique régionale parce que la partition des sociétés dans des fractions opposées est un phénomène qui a supporté ou menacé tous les gouvernements, dans une plus grande ou plus petite proportion et virulence, chaque fois qu'ils essaient de modifier les systèmes établis pendant des longues décennies de prépondérance conservatrice en Amérique Latine et dans le reste de monde depuis que Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont assumé leurs gouvernements respectifs au début des années '80.



La théorie de remplir le verre des riches jusqu'à ce qu'il déborde et trempe la base sociale a été un échec même aux États-Unis, comme on peut le remarquer dans les discours actuels de campagne des deux candidats, mais cela a servi à consolider des privilèges et a implanté une culture des gagnants et des perdants qui fut l'unique chose répandu par le verre trop plein jusqu'à gagner les franges des couches moyennes, dont les opinions gagnent le reste de société.

Renverser cette tendance et racheter les exclus, en même temps que se maintient l'intégrité territoriale et sociale, telle que les normes démocratiques le demandent, c'est le plus grand défi, la dernière cause des turbulences sévères qui secouent avec la force d'un ouragan le paysage hivernal de ces extrémités australes d'Occident.

Article original en espagnol, [Turbulencias](#), Pagina/12, 13 septembre 2008.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.

La source originale de cet article est [Página/12](#)
Copyright © [J. M. Pasquini Durán](#), [Página/12](#), 2008

Articles Par : [J. M. Pasquini Durán](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca